

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel N°11

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2538 - Prix : 1 €

[Tapez une citation prise dans le document, ou la synthèse d'un passage intéressant. Vous pouvez placer la zone de texte n'importe où dans le document et modifier sa mise en forme à l'aide de l'onglet Outils de

*Macron n'aime que les patrons*

*Migrants : liberté de circulation et d'installation !*

Page 6

*Guyane :*

*\* mobilisation de masse contre l'injustice*

*\* les 500 frères contre la délinquance*

Page 8

*Nathalie Arthaud aux travailleurs d'Outremer*

Page 12

## Avec Nathalie Arthaud, affirmer les exigences des travailleurs

**Ni salaire ni pension à moins de 1800 euros**  
**Prendre sur les profits pour créer des emplois**



## Nathalie Arthaud, le camp des travailleurs

Dimanche dernier, Nathalie Arthaud tenait son principal meeting de campagne, devant 4000 personnes, à Aubervilliers près de Paris. Parmi les intervenants, plusieurs militants ouvriers ont dénoncé la lutte de classe menée au quotidien par leur patron. Les chantiers navals à Saint-Nazaire recourent massivement à l'intérim et à la sous-traitance, avec des rythmes de travail toujours plus soutenus qui augmentent les risques d'accident. Le groupe aéronautique Safran bloque les salaires et fait 1,8 milliard d'euros de profits, soit l'équivalent de 2250 euros brut mensuels prélevés sur chaque salarié ! La direction de PSA parvient à un profit record, lui permettant de racheter Opel et d'arroser ses actionnaires, parce qu'elle a fermé une usine et supprimé 17 000 emplois. Même dans les hôpitaux, les critères de rentabilité s'imposent, les personnels sont débordés et les patients en souffrent. Elles sont là, les raisons de la crise. En licenciant les uns et en surexploitant les autres, le grand patronat accumule des fortunes colossales, mais il appauvrit le reste de la société.

En Guyane, la classe capitaliste fait preuve de la même rapacité. Dans ce vestige de l'empire colonial, près de la moitié des familles vivent sous le seuil de pauvreté et un jeune sur deux est au chômage. On y lance ces merveilles de technologie que sont les fusées Ariane, mais une partie des habitants n'a ni eau courante, ni électricité ! La mortalité infantile est trois fois plus élevée que la moyenne française. Les écoliers sont encadrés par deux fois moins d'adultes qu'en métropole.

Alors la population en a assez de l'exploitation, de la criminalité

grandissante et de la vie chère. C'est la grève générale. Face à l'État, aux possédants, y compris les notables locaux, souhaitons que les travailleurs de Guyane prennent conscience de leurs intérêts de classe et que, sur cette base-là, leur lutte aille le plus loin possible !

Dans l'élection présidentielle, les principaux candidats cherchent à donner le change. Chacun explique qu'il réduirait le chômage, les inégalités, ou encore la pénurie de logements bon marché... Ce sont des mensonges, car les vrais détenteurs du pouvoir ne sont pas élus : ce sont les principales fortunes du pays, celles qui décident de tout, quelle que soit l'identité du président, ou la nature des institutions.

Ceux qui prônent la VI<sup>e</sup> république nous mentent. Elle ne changerait rien. Le cimentier Lafarge a prospéré sous les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques ; il a participé à la construction du mur de l'Atlantique sous Pétain, a récemment fait des affaires en Syrie sous Daech et était candidat pour construire le mur de Trump entre le Mexique et les États-Unis ! Tout cela en toute impunité, au nom des intérêts de ses actionnaires. Alors ce n'est pas une VI<sup>e</sup> république qui l'arrêterait, ni lui, ni aucun autre capitaliste !

Si cette élection a un intérêt, c'est de permettre de faire entendre les intérêts des travailleurs. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud, présentée par Lutte ouvrière. Elle s'inscrit dans la continuité de celles d'Arlette Laguiller, qui fut en 1974 la première femme, la première travailleuse candidate à la présidentielle, et le fut à six reprises. Comme Arlette Laguiller avant elle, Nathalie Arthaud défend des exigences essentielles pour le monde du travail.



Il faut un travail et un salaire pour tous. Il faut prendre sur les profits des multinationales pour financer les emplois. En un an, la fortune de Patrick Drahi vient de passer de 6 à 13 milliards d'euros. Et son entreprise SFR supprime 5 000 emplois ! Orange, SFR ou PSA ont les mêmes pratiques. Alors, pour éradiquer le chômage, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous.

Pour vivre décemment, il faut au moins 1800 euros net par mois. Il faut augmenter salaires et pensions d'au moins 300 euros. Et les salaires doivent suivre l'augmentation réelle des prix.

Les grandes banques européennes continuent de frauder les impôts via les paradis fiscaux, comme vient de le souligner l'ONG Oxfam. Trafiquer les comptes pour échapper à l'impôt, arroser les actionnaires, justifier des licenciements : ce sont des malversations courantes des multinationales. Pour y mettre fin, il faut que les travailleurs contrôlent les comptes des entreprises. Il faut abolir le secret bancaire et commercial.

Aucun de ces objectifs ne pourra être atteint avec un bulletin de vote. Mais soyons nombreux à les approuver le 23 avril, pour les défendre dans les luttes qu'il nous faudra mener. Faisons entendre le

## Macron n'aime que les patrons

Macron, candidat « ni de droite, ni de gauche » aux élections présidentielles est venu faire son show électoral à La Réunion le week-end des 25 et 26 mars. Bains de foules sur les marchés forains de Saint-Leu et du Chaudron, meeting « interactif » avec le public, etc. Macron avait comme but de récolter des voix, en l'occurrence celles des classes populaires, aidé en cela par le député-maire Modem de Saint-Leu, Thierry Robert, et Gilbert Annette le maire PS de Saint-Denis, qui tout deux ont joué les rabatteurs de foule et les chauffeurs de salle.

Alors que le premier est convaincu que Macron « met La Réunion en lèr », le second a qualifié la venue du candidat « d'historique ». Pour Annette, Macron n'est plus seulement le mieux placé pour battre Le Pen mais il est aussi le « candidat du travail. » Mais « travail » est bien différent de « travailleurs ». Si Macron a effectivement parlé du travail c'est du point de vue des patrons.

Celui qui, lorsqu'il était ministre de l'Économie, « aimait les entreprises » et se pavanait aux côtés des patrons du Medef en France n'a pas changé de camp. Il l'a d'ailleurs bien montré lorsque, déjeunant avec les patrons réunionnais, il leur a proposé un menu qui leur convient. Macron veut « libérer le travail avec plus de simplifications ». Il souhaite aller au-delà de la loi qui porte son nom, de la loi Rebsamen ou encore de la loi El Khomri votées sous la mandature Hollande qui toutes visent à simplifier « les règles concernant le droit du travail » afin de pousser encore plus loin l'exploitation des travailleurs dans



les entreprises et accentuer la précarité de l'emploi. Dans la même veine, Macron voudrait réviser la Constitution afin de donner « plus de souplesse » administrative à La Réunion en transférant des compétences réglementaires aux collectivités pour adapter les lois ou d'autres mesures en faveur de capitalistes.

Macron prétend ne pas être venu à La Réunion pour parler de subventions mais il propose les mêmes recettes consistant à baisser les impôts et les charges des entreprises ; recettes qui ont fait leurs preuves pour l'enrichissement des capitalistes mais certainement pas pour la création d'emplois. Macron jure aux industriels de la canne et du sucre, en l'occurrence le groupe Tereos, qu'il tiendra les engagements pour l'octroi des 38 millions.

À l'adresse de la population

Macron dit qu'il n'est pas le Père Noël. Pour le prouver, la seule mesure concrète qu'il promet aux travailleurs pour lutter contre la vie chère, c'est de baisser les cotisations salariales, autrement dit, il propose aux salariés de s'auto-augmenter en prenant sur une partie de leur salaire différé qui est versée aux caisses de la Sécurité sociale et qui sert à se soigner, à toucher la retraite. Il promet aussi de réduire la taxe d'habitation pour tout le monde sans dire comment il compte remplacer les millions qui manqueront dans les caisses des communes qui en seront privés. Certainement pas en faisant payer les capitalistes dont il veut remplir encore plus les poches.

Macron promet donc des cadeaux aux plus riches et l'austérité aux classes populaires... « En marche » dans les pas de la bourgeoisie.

## Le vrai visage de Macron

Questionné par un jeune père de famille du Chaudron, au chômage après avoir enchaîné de nombreux CDD pendant six ans à la mairie de Saint-Denis, (dont le maire PS Annette est un des premiers à s'être prononcé pour Macron !) et qui demandait au candidat à

la présidence quel était son programme pour des gens comme lui, Macron lui a répondu : « Il faut être formé pour avoir une chance de trouver un travail et que sans formation il avait peu de chance d'en trouver un ! ».

La réponse de Macron ressemble à s'y méprendre à celle qu'il avait déjà faite à des manifestants contre la loi Travail en mai 2016. Alors qu'il était ministre de l'Économie de Hollande il avait dit avec tout le mépris qui le caractérise : « Vous n'allez pas me faire

*peur avec votre tee-shirt, la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler ! »*

Concernant la proposition de Benoît Hamon sur son revenu universel, il faut constater que plus on avance dans cette campagne plus elle se réduit à pas grand-chose de différent que le RSA actuel. Ce revenu ne sera plus universel et de son montant sans cesse dégressif il ne restera certainement rien.

Hamon ne dit pas qui financera son revenu universel. En fait, il n'envisage pas de prendre l'argent là où il est :

Dix mois après, celui qui aspire à prendre la succession de Hollande à la tête de l'État, affiche l'attitude hautaine

## **Hamon, rien de bon !**

chez les capitalistes, à commencer par les super-riches qui possèdent autant que 40 % de la population du pays.

Hamon a fait partie des gouvernements de Hollande qui ont mis en place le plan de compétitivité ou le CICE qu'il ne remet pas en cause sur le fond, Les 45 milliards donnés au patronat resteront donc dans la poche des actionnaires.

Ce n'est pas de la charité dont le monde du travail a besoin mais

du bourgeois pour les exploités, pour ceux qui luttent pour une société plus juste.

d'emplois et de salaires corrects, de respect et de dignité.

Oui, il faut partager le travail entre tous et qu'aucun salaire ni pension de retraite ne soit inférieur à 1800 € net. Certains peuvent dire que c'est utopique. Mais nous, avec Nathalie Arthaud, nous voulons affirmer que 1800 € net est un minimum vital pour pouvoir vivre dignement.

## **Hollande - Hamon : la même chanson**



Lors de son meeting parisien, dimanche 19 mars, Hamon s'est lancé dans une tirade contre le « *parti de l'argent, qui a plusieurs noms,*

*plusieurs visages et même plusieurs partis* ». Il visait évidemment ses concurrents : Macron ex-banquier d'affaires, Fillon et Le Pen défenseurs acharnés de la propriété et du droit des possédants d'exploiter leurs salariés. Et, en effet, ces trois-là sont bien des candidats de l'argent. Hamon, en les attaquant, voudrait se donner l'image d'un candidat indépendant des puissances d'argent. Mais la ficelle est grosse.

Le discours contre l'argent roi a été tenu à toutes les élections depuis qu'il en existe, par les politiciens de gauche, mais aussi quelques fois d'extrême droite, pour solliciter les suffrages populaires. Il a été immédiatement trahi par ces mêmes politiciens, pour peu qu'ils aient accédé au pouvoir. Hollande n'a été que le dernier d'une longue lignée et Hamon fut ministre

d'un gouvernement qui a couvert de cadeaux patrons et milliardaires.

Dans cette histoire, il ne s'agit pas de la personnalité des gouvernants mais du système en tant que tel. La classe capitaliste domine la société. L'État lui est dévoué, il défend ses intérêts, fait régner son ordre, voit par ses yeux et parle par sa bouche. Les hommes politiques accèdent au pouvoir dans ce cadre, pour faire fonctionner cet appareil. Pour eux, l'intérêt des entreprises, c'est-à-dire celui des familles bourgeoises qui les possèdent, est la loi suprême. C'était vrai hier, cela le reste aujourd'hui. En ce sens, au-delà des discours de circonstance, qu'ils se prosternent d'avance devant lui ou qu'ils fassent mine d'en être les adversaires, tous ceux qui prétendent gouverner en respectant la propriété capitaliste sont les candidats de l'argent.

## **Hamon aux Antilles : à la pêche aux voix**

Mi mars, Benoît Hamon est venu tenter de « *faire battre le cœur de la France* » en Guadeloupe et en Martinique. Il a déclaré que le quinquennat Hollande pour l'Outre-mer était largement positif. De quoi surtout faire battre le cœur des relayeurs en chef du PS aux Antilles, Letchimy et Lurel...

Contre le chômage et la précarité, le fléau majeur aux Antilles duquel

découle bien des maux, Hamon n'a rien d'autre à proposer que le « *revenu universel* » à 600 euros par mois, au mieux. C'est se moquer du monde ! Hamon et ses relais locaux ne disent pas un mot sur les gros possédants et autres gros békés qui se sont enrichis sur l'exploitation des esclaves, puis des esclaves modernes que sont les salariés et qui imposent le chômage et des conditions de travail dures. Des

travailleurs qui vivent l'enfer dans les plantations de bananes, qui sont durement exploités ailleurs, ils ne disent rien non plus. Il est vrai que ce n'est pas leur monde.

Hamon dit qu'il accordera 500 millions par an pour gommer les inégalités entre l'Outre-mer et la métropole. Pas avare de promesses, il propose de ne pas dépasser vingt élèves par classe, d'indemniser les

victimes du pesticide chlordécone et de maintenir la prime de vie chère des fonctionnaires.

Hamon a été ministre de Hollande et complice du sale boulot contre les salariés. Il a préparé le terrain qui a conduit à la loi El Khomri. Rien à

attendre de ces politiciens qui sont loin, très loin des problèmes des travailleurs.

## Le programme de Fillon : tout pour les patrons

Avant d'être mis en examen pour détournement de fonds publics, Fillon a développé son programme économique. Sans surprise, il y aura des milliards pour le patronat, à commencer par la suppression de l'ISF, la réduction du taux d'imposition sur les sociétés à 25% comme celle de l'impôt sur le revenu des particuliers qui placent leur argent dans une PME. Il propose en outre de transformer le CICE en baisse durable des cotisations patronales.

Une partie de ces cadeaux serait payée en taxant tous les consommateurs, par une hausse de deux points du taux de la TVA, le plus injuste des impôts qui pèse lourd dans le budget des plus pauvres.

Quant aux travailleurs, Fillon veut qu'ils travaillent plus mais sans les payer plus. Il envisage le retour aux 39 heures pour l'ensemble de la fonction publique, en poursuivant les réductions d'effectifs dans des services pourtant indispensables à la population. Dans le secteur privé, la loi fixerait à 48 heures hebdomadaires le temps de travail, laissant chaque patron libre de décider, en-dessous de cette limite, à partir de combien d'heures il paierait ses salariés en heures supplémentaires.

En ce qui concerne les droits des travailleurs, les lois Macron et El Khomri ont ouvert un boulevard à

Fillon. Il veut donc poursuivre dans cette voie en proposant d'autoriser les licenciements collectifs sans que les patrons n'aient même plus à se donner le mal d'invoquer des prétextes. Il veut en outre « sécuriser » les contrats de travail – entendre par là généraliser les contrats précaires – et « sécuriser » aussi les licenciements en plafonnant les indemnités prud'homales.

C'est donc une déclaration de guerre au monde du travail. Ce n'est pas nouveau, elle est dans la lignée de la politique suivie par tous les gouvernements précédents. Mais il ferait bien de ne pas oublier que le



## Fillon mes : “ my tailor is rich ! ”

Le mystérieux ami qui a offert une garde-robe de plusieurs dizaines de milliers d'euros à Fillon s'est fait connaître. C'est Robert Bourgi, un avocat franco-libanais familier des réseaux de la Françafrique.

Formé par Foccart, qui était l'organisateur de ces réseaux sous de Gaulle puis Pompidou, Bourgi est une sorte de secrétaire à tout faire pour les

capitalistes français. Il peut arranger un rendez-vous avec un dictateur local, dire à qui s'adresser pour accélérer la signature de contrats. Il se vante même d'avoir transporté, entre 1995 et 2005, 20 millions d'euros de cash dans des valises au profit de Sarkozy et Villepin.

Le pillage des anciennes colonies d'Afrique noire est encore aujourd'hui

## Fillon

### Mélenchon garde-frontière

Interrogé sur l'immigration lors de l'émission *On n'est pas couchés*, Jean-Luc Mélenchon a déroulé la litanie habituelle des clichés, proposant en fait de poursuivre dans ce domaine la politique du gouvernement actuel. Il est même allé jusqu'à dire qu'il fallait « que les immigrés arrêtent de partir » de leurs pays et qu'il fallait « que chaque peuple se développe » chez lui.

Ben voyons, c'est simple. Vieux pays impérialiste et colonial, la France est une des puissances qui ont pillé, ravagé, bombardé la terre entière, jusqu'à en faire fuir les habitants. Maintenant, selon Mélenchon – et bien d'autres il est vrai – le plus simple serait d'imposer à ces misérables de rester crever chez eux !

### Emplois parlementaires bidon : à qui le tour ?

« Il devrait y avoir une règle simple : l'emploi d'un conjoint par un parlementaire ne devrait pas être autorisé. » Le 23 janvier, le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, s'était indigné de ce qu'on apprenait de l'emploi fictif de Penelope Fillon comme attachée parlementaire de son mari, candidat de la droite à la présidentielle.

Deux mois après, Le Roux se fait prendre la main dans le même pot de confiture. Étant député, puis président du groupe PS de l'Assemblée, il a salarié ses deux filles comme assistantes de 2009 à 2016.

De la droite au FN en passant par le PS, les emplois fictifs d'assistants parlementaires fort bien payés ont la cote dans le petit monde des politiciens de la bourgeoisie. Les mêmes qui trouvent démagogique de demander qu'aucun salaire ne soit inférieur à 1 800 euros net.

Le pillage des anciennes colonies d'Afrique noire est encore aujourd'hui une source de profits abondants pour les grands groupes français. Alors, pour ces gens-là, distribuer en nature quelques années du salaire d'un travailleur au smic au petit personnel politique, ça n'est rien de plus que de

## Mélenchon : prise de la Bastille bis... et après ?

Samedi 18 mars, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont venues apporter leur soutien à Mélenchon place de la Bastille à Paris, comme en 2012, quelques semaines avant que Mélenchon n'appelle à voter Hollande au second tour.

Comme à son habitude, Mélenchon y a dit tout et son contraire, faisant brandir par centaines les drapeaux tricolores, ceux de la bourgeoisie française, tout en se réclamant de la Commune de Paris, massacrée en 1871 par celle-ci. Rien ne l'empêchait de brandir le nationalisme, tout en faisant chanter l'*Internationale*.

donner la pièce pour entretenir la fidélité d'un vieux larbin.

Droit dans ses bottes face aux travailleurs qui luttent, méprisant avec les pauvres, obséquieux avec les riches, imbu de lui-même mais toujours prêt à arrondir ses fins de mois, Fillon est le parfait majordome pour grands

bourgeois, version entrée de gamme cependant, étant donné son penchant exagéré pour les pourboires. Mais, pour caricatural et ridicule qu'il soit, il est à l'image de l'ensemble de la classe politique, qui sert fidèlement les intérêts des capitalistes, en se servant ou pas au passage.

Son discours a été un ramassis d'idées qui ne peuvent qu'obscurcir la conscience des travailleurs. Avec sa révolution citoyenne, qui consisterait surtout à l'envoyer à la présidence de la République, il veut faire oublier que le président est avant tout un valet de la classe capitaliste. Ses discours contre l'Union européenne font croire que la dictature du profit s'impose de l'extérieur. Il dédouane ainsi totalement les capitalistes français.

À l'image des autres candidats, il s'est lui aussi posé comme ultime recours face au FN et à la montée des idées xénophobes. Mais, là encore, les préjugés contre les travailleurs

immigrés ou étrangers n'ont pas attendu cette élection pour faire leur chemin et s'imposer dans les têtes, et Mélenchon, depuis des années, n'a jamais pris sur cette question que des positions ambiguës.

En revanche, ce qui est clair, c'est le refus de Mélenchon d'évoquer l'exploitation capitaliste ou de s'en prendre, ne serait-ce qu'avec des mots, aux profits des actionnaires. C'est pourtant contre ces ennemis-là que les travailleurs doivent se préparer à se défendre. Dans ce conflit, ils ont besoin d'idées et d'une conscience de classe. Pas de l'esbroufe d'un bonimenteur.

## Le Pen : elle prêche la guerre entre pauvres



Lundi 13 mars, Marine Le Pen a accusé toutes les politiques d'immigration d'avoir rendu la situation incontrôlable, ajoutant : « *D'intimidations en intimidations et d'agressions antifrançaises en actes terroristes, la perspective de la guerre civile n'est plus un fantasme.* »

Mais qui pousse à cette guerre, sinon Marine Le Pen elle-même ?

Vouloir limiter la protection sociale des étrangers, supprimer l'aide médicale, réduire l'accès à l'école pour leurs enfants, expulser et bloquer les frontières, faire l'amalgame entre les immigrés en général et les terroristes, n'est-ce pas vouloir que les travailleurs se fassent la guerre ?

Le programme de Le Pen est taillé sur mesure pour satisfaire les patrons : baisse de l'impôt sur les sociétés, subventions, crédits d'impôts, égal à celui des gouvernements précédents. Mais en suscitant un climat de méfiance voire de haine entre les pauvres, elle rend au patronat un service supplémentaire. En désignant les immigrés comme boucs émissaires, en opposant les salariés du privé à ceux du public, les chômeurs à ceux qui ont un emploi, elle prône la division, le

meilleur moyen pour le patronat de régner en obscurcissant la conscience des exploités en les empêchant de s'unir contre leurs exploités.

Le Pen aime d'ailleurs les travailleurs soumis. Elle stigmatise les syndicats, les travailleurs en lutte, présentés comme des fauteurs de trouble, les grèves qui sont justement le moment où ces différences entre nationalités, entre travailleurs précaires ou non, qualifiés ou non, s'effacent pour défendre des intérêts communs contre les patrons. Le Front national mène une politique fondamentalement hostile aux travailleurs.

Prendre conscience que les travailleurs sont une seule et même classe est la seule façon pour eux de défendre leurs intérêts.

## La classe ouvrière est internationale

Les candidats et les partis de gouvernement qui concourent à l'élection présidentielle rivalisent sur le terrain du nationalisme et du patriotisme. Tous reprennent en chœur

ce mensonge que les travailleurs de ce pays seraient en concurrence et en compétition avec les autres travailleurs au-delà des frontières.

Le propre de la classe ouvrière est d'être la seule classe à n'être liée d'aucune façon à la propriété des moyens de production, où que ce soit. Dans tous les pays, sur tous les

continents, elle est exploitée de la même façon par les capitalistes, quelle que soit leur nationalité. L'internationalisme n'est donc pas une question de morale, c'est la politique qui découle de la place réelle de la classe ouvrière dans la société. Et elle ne pourra s'émanciper, pour construire une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par

l'homme, qu'en unissant les forces et le combat des centaines de millions de travailleurs de par le monde.

Depuis plus de 180 ans, le mouvement ouvrier a lutté contre les idées réactionnaires. Il a combattu le patriotisme, le chauvinisme et le nationalisme véhiculés par la grande bourgeoisie. Ces idées internationalistes sont si fondamentales

que, dès le début de leur lutte pour combattre les méfaits de l'exploitation capitaliste, les travailleurs ont commencé à se regrouper en organisations internationales.

Alors, brandir le drapeau du communisme et de l'émancipation des travailleurs de tous les pays est indispensable.

## **Migrants : liberté de circulation et d'installation !**

En septembre 2015, un certain nombre d'États de l'Union européenne, dont la France, s'étaient engagés à accueillir en deux ans 160 000 réfugiés arrivés en Grèce ou en Italie. À six mois de l'échéance, seulement 13 500 demandeurs d'asile ont été accueillis, soit 8 % de l'objectif affirmé.

La Hongrie, l'Autriche et la Pologne ont refusé dès le départ de s'associer à cet objectif, tandis que d'autres n'ont pas respecté leurs engagements. Ainsi, la France n'a pas atteint le cinquième de sa promesse.

Ce non-respect des engagements pèse en particulier sur les migrants

originaires de Syrie et d'Érythrée, autorisés à demander l'asile, mais sans garantie d'une réponse favorable. Quand ils ne sont pas expulsés, les déboutés du droit d'asile sont contraints à la clandestinité. Selon la Commission européenne, les États membres pourraient avoir plus d'un million de personnes à renvoyer, parmi les migrants arrivés ces deux dernières années et dont les demandes d'asile ont été ou vont être rejetées.

Entre les travailleurs immigrés qui ont obtenu le droit d'asile, ceux à qui ce droit élémentaire a été refusé et la grande majorité des migrants qui n'ont

pas même eu la possibilité d'effectuer une telle demande, quelle différence ? Avec ou sans papiers, régularisés ou clandestins, leur différence de statut découle de décisions arbitraires des tribunaux et des préfets. Avec ou sans papiers, ils sont les frères des travailleurs d'ici. Ils sont destinés à faire partie de la même classe ouvrière, n'en déplaise à tous les démagogues qui n'ont que le mot France à la bouche. Qu'ils puissent se déplacer et s'installer librement, serait la moindre des choses.

## **Halte aux guerres**

La plupart des candidats s'engagent à augmenter le budget de la défense, certains jusqu'à 3 % du PIB. Voilà qui va faire plaisir au marchand d'avions de guerre Dassault, l'une des plus grandes fortunes de ce pays. Mais aussi aux autres marchands d'armes comme Thalès et Safran.

Tout cet argent public consacré à l'armée ne sera pas consacré à ce qui est utile à la population : les écoles, les hôpitaux, le logement. Là où les besoins sont criants.

L'argument que cet argent consacré à l'armée permettrait de protéger la population du terrorisme est totalement faux. Les interventions des armées occidentales que ce soit au Moyen-

Orient, en Irak, en Syrie, en Lybie n'ont amené qu'à plus de violences pour les populations civiles.

Il faut rappeler qu'il y a un siècle la France et l'Angleterre se sont partagé tout le Moyen-Orient. La France est intervenue à plusieurs reprises en Syrie, dans les années vingt et en 1945, bombardant la capitale. L'objectif était la mainmise sur les richesses de la région. Depuis, les interventions n'ont pas cessé : en Irak, en Afghanistan, en Syrie. Ce sont ces guerres qui ont créé le terreau sur lequel prospère aujourd'hui le terrorisme.

Ce n'est évidemment pas un porte-avions, des missiles ou des avions de guerre qui empêcheront que des actes

terroristes soient commis. Alors disons-le, la lutte contre le terrorisme commence par le retrait des armées occidentales de toute la région

Au prétendu socialiste Benoît Hamon, rappelons cette phrase de Jean Jaurès lorsque le parti socialiste défendait encore la transformation socialiste de la société et n'était pas du côté de la bourgeoisie. « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

À Lutte ouvrière nous sommes restés fidèles à cet idéal socialiste que le PS a depuis bien longtemps totalement trahi.

## **Banques : les voleurs à l'œuvre**

**Après le groupe Banque populaire - Caisse d'épargne, qui prévoit de supprimer 4 000 emplois, après LCL qui veut fermer 250 agences sur 1 900, BNP Paribas**

**annonce la suppression de 200 des siennes d'ici 2020.**

Le groupe bancaire a déjà supprimé 12 % de ses agences depuis 2012. Il veut en supprimer 10% de plus. À ce

rythme-là, 4 % du personnel devrait perdre son emploi chaque année.

Ce n'est pas que les affaires ne marchent pas. Au début du mois de mars, le groupe BNP Paribas proclamait 7,7 milliards de bénéfices

pour l'année 2016, en hausse de 15 % par rapport à l'année précédente.

Ces bénéfices mirifiques sont le résultat direct d'une exploitation accrue des travailleurs, dont le nombre est réduit au strict minimum dans les agences ou dans les services centraux.

Ces groupes bancaires, qui ont failli mener l'économie mondiale à l'abîme

## Depakine : conscient

Le 16 mars, sur France 2, Envoyé spécial diffusait un reportage intitulé « *Depakine : un silence coupable* ». C'est le silence du laboratoire Sanofi qui a laissé des femmes prendre cet antiépileptique alors qu'elles étaient enceintes, sans les avertir des risques encourus pour les enfants à naître.

Cela fait pourtant depuis 1982 qu'on connaît ces risques. Des études avaient alors montré le risque de graves malformations neurologiques. Mais les femmes n'en étaient pas pour autant averties. Il a fallu attendre 2014

lors de la crise de 2008, qui ont reçu alors des milliards de l'État sans aucune contrepartie et qui spéculent aujourd'hui comme jamais, mènent une guerre sans fard à leur personnel.



pour que la notice d'utilisation indique clairement la gravité des effets secondaires : un risque de malformation neurologique d'environ 11 % et un risque de troubles graves du comportement et du développement intellectuel pouvant atteindre 30 à 40 % ! Enfin aujourd'hui, depuis le 1er mars, les boîtes de médicaments

On ne peut accepter que des entreprises amassent des fortunes énormes en détruisant impunément les moyens de vivre de milliers de salariés. Il faut leur interdire les suppressions d'emplois, sous peine de réquisition sans aucune contrepartie pour leurs actionnaires.

## empoisonnement

contenant du valproate (le principe actif de la Depakine), sont revêtues d'un pictogramme alertant les femmes enceintes du danger que présente ce médicament pendant la grossesse. Ce n'est pas l'effet de la bonté de Sanofi mais le résultat du combat acharné de femmes mères d'enfants souffrant des effets secondaires de la Depakine.

La Depakine a rapporté 500 millions d'euros à Sanofi. Une manne que le laboratoire tente de protéger par tous les moyens possibles au détriment de la vie de de centaines d'enfants.

## Lafarge : prêt à tout pour bétonner ses profits

Le groupe franco-suisse Lafarge-Holcim plus, gros cimentier mondial, s'est dit prêt à fournir les matériaux pour construire le mur que Trump veut ériger à la frontière du Mexique. Le président américain projette d'investir 20 milliards de dollars pour le mur et 1 000 milliards de dollars pour d'autres chantiers. Cette entreprise, qui appartient au Cac 40, tient donc à être sur les rangs.

Aider à ériger ce mur contre les peuples ne pose pas de problème aux dirigeants de Lafarge. Ce groupe avait

dans le passé fourni le ciment du mur de l'Atlantique à l'Allemagne hitlérienne... Plus récemment, en 2016, le cimentier a payé des impôts aux milices djihadistes en Syrie, pour pouvoir continuer à y faire fonctionner une cimenterie. Début mars, le groupe a finalement admis officiellement que son usine locale avait « *fourni des fonds à des tierces parties dans le cadre d'arrangements avec un certain nombre de ces groupes armés, dont des organisations interdites, afin de pouvoir continuer à fonctionner et*

*d'assurer la sécurité du passage des employés* ».

Ayrault, ministre des Affaires étrangères de Hollande, fait semblant de s'émouvoir de la récente décision de Lafarge de participer à la construction du mur de Trump, demandant hypocritement au cimentier de bien réfléchir. Comme si avec des groupes capitalistes, Lafarge et les autres, ça n'était tout réfléchi : priorité aux profits.

## DANS LES ENTREPRISES

### CGSS, hôpitaux, services publics : les conséquences dramatiques des économies de personnel

Lundi 27 mars, plusieurs agents de la Sécurité sociale emmenés par la CFDT ont manifesté devant le parc des expositions au Chaudron où se tenait un colloque sur « la Sécu, une idée moderne ».

Une formulation qui jure avec ce qui se passe réellement sur le terrain. Les employés de cet organisme étaient venus pour dénoncer la pression permanente sur les agents, les agressions sur leur lieu de travail, le mal être ambiant et, conséquence vraisemblable de

la politique autoritaire et d'austérité menée par leur direction, la tentative de suicide d'une employée de la CGSS le 2 mars dernier dans les bureaux de la CGSS.

Le syndicat a aussi précisé que, suite à la décision du tribunal d'ins-



tance de mettre en place une expertise de risques psycho-sociaux, la direction de la CGSS a fait appel de ce jugement montrant ainsi sa totale indifférence au sort de ses salariés.

Cette situation n'est pas propre à cette institution. Lors des dernières

grèves des cliniques privés et du CHU, de semblables cas ont été rendus publics.

En fait, les agents des services publics paient la politique d'économies tous azimuts prônée par le gouvernement, et dont se réclament sans honte

Fillon et Macron avec leur programme de suppressions de fonctionnaires.

Seule la lutte des salariés peut les obliger à embaucher et par voie de conséquence à mettre fin au stress quotidien dans lequel ils sont plongés

## DANS LE MONDE

### Guyane : mobilisation de masse contre l'injustice

Comme à la Réunion, la Guyane, département français d'outre mer d'Amérique du sud, subit le chômage de masse (30 % de la population active – 50 % chez les jeunes de 18 à 25 ans), mais souffre aussi de bien d'autres problèmes comme le manque d'investissements et d'emplois dans le secteur public (hôpital sous dimensionné et endetté – milliers de Guyanais non alimentés en électricité – jeunes sans formation), fossé béant aussi entre les riches (commerçants, propriétaires immobiliers) et les plus défavorisés (chômeurs, travailleurs étrangers surexploités, petits paysans pauvres).

Face à cette situation qui existe depuis des décennies dans cette colonie française rebaptisée département depuis 1946, la colère gronde aujourd'hui. Les travailleurs d'EDF, les travailleurs d'Endel travaillant à la maintenance du site spatial de Kourou, ceux des hôpitaux et de la CAF, les jeunes, et leurs syndicats ont déci-

dé de se lancer dans la grève générale après avoir bloqué le pas de lancement d'Ariane Espace, tous les grands axes routiers et l'aéroport.

A été mise en avant aussi la lutte contre l'insécurité. On a compté plus de 40 assassinats dans le pays en 2016. Cela a offert l'opportunité à certains courants xénophobes (comme celui des « 500 frères ») de désigner les travailleurs immigrés natifs des pays voisins (le Brésil, le Suriname) d'en être responsable. C'est un piège dans lequel les travailleurs guyanais ne doivent pas à tomber. Ils ont en effet beaucoup plus à gagner dans l'union de tous les travailleurs de Guyane contre les exploiters locaux et l'État français pour obtenir une amélioration de leur sort.

Il y a aussi au sein des manifestants des patrons qui voudraient bien utiliser les forces mobilisées pour obtenir de nouvelles aides de l'État et défendre des intérêts opposés à ceux des travailleurs.

En tout cas, le fait que des milliers de travailleurs et de jeunes se mobilisent et bloquent toute l'économie a obligé le gouvernement et toute la classe politique à prendre au sérieux la situation insoutenable d'une grande majorité de la population guyanaise. C'est cette mobilisation qui a obligé le gouvernement à lâcher une enveloppe supplémentaire de 60 millions d'euros pour l'hôpital et le Premier ministre à accepter d'envoyer une délégation ministérielle en lieu et place de la première délégation de hauts fonctionnaires de suite renvoyée. Cela montre le pouvoir que détiennent les travailleurs, le pouvoir de tout arrêter, que ce soit en Guyane, en France ou à la Réunion. Les travailleurs peuvent à tout moment s'en servir pour obtenir ce dont ils ont besoin, en matière d'emplois, de salaires ou d'infrastructures utiles à la population.

### Guyane : les 500 Frères contre la délinquance

Quant aux 500 Frères contre la délinquance, ce collectif d'hommes en noir, encagoulés, que l'on voit un peu partout dans le pays, il s'agissait à l'origine, il y a un peu plus d'un mois, d'un groupe constitué pour réagir à l'insécurité, aux cambriolages, aux meurtres et assassinats qui sont légion en Guyane. Dirigé par un policier en disponibilité, ce groupe avait au départ mis en cause les immigrés. Se

défendant d'être une milice, ils en ont toutefois bien des caractéristiques. Aujourd'hui, avec l'implication de la population immigrée dans le mouvement et sur les barrages, Surinamiens, Brésiliens, Haïtiens, les 500 Frères contre la délinquance ont dû remiser leurs déclarations anti-immigrés. Il y aurait même aujourd'hui des immigrés dans leurs rangs.

Même s'ils sont applaudis par la population dans les meetings des ronds-points, même si leur stature, leurs cagoules noires, l'apparence de détermination qu'ils expriment tant par leur accoutrement que dans leurs propos, leur donnent une image de groupe radical, prêt à tout, aux yeux de la jeunesse et de la population, ces 500 Frères ne proposent pas de solution. Ils ne sont pas l'émanation directe de la mobilisation populaire.

mais un groupe à part, constitué avant le mouvement populaire, proche de la police et bénéficiant de la bienveillance de la préfecture.

## **Brésil : la classe ouvrière relève la tête**

Mercredi 15 mars, à l'appel des syndicats, près d'un demi-million de travailleurs brésiliens ont fait grève et manifesté contre la réforme des retraites, une réforme préparée par la gauche et mise en œuvre par l'actuel gouvernement de droite. Femmes et hommes ne pourraient plus partir qu'à 65 ans, au lieu de 55 ans pour les femmes et 60 pour les hommes, et après avoir cotisé 25 années. Or plus de la moitié des travailleurs n'ont pas de contrat de travail, et donc ne cotisent pas...

Quant aux pensions de retraite, elles ne se monteraient plus qu'à 51 % de la valeur moyenne du salaire pendant les années cotisées, plus 1 % par année cotisée. Pour toucher la pension minimum réservée aux personnes âgées et aux handicapés, il faudrait avoir 70 ans (au lieu de 65). Et cette pension, bien souvent le seul revenu des familles, serait déconnectée de l'augmentation du coût de la vie.

Contre ces projets réactionnaires, de nombreux travailleurs ont débrayé quelques heures ou la journée un peu partout, dans les entreprises les plus grosses et les plus syndicalisées. Les manifestations ont réuni 200 000 personnes à Sao Paulo, 100 000 à Rio et à Belo Horizonte, des dizaines de milliers dans d'autres villes.

C'est peut-être le début d'une remontée des luttes. Mais les travailleurs ne doivent pas oublier que les réformes qu'ils combattent ont été préparées et mises en route par les gouvernements de gauche, appuyés par les directions syndicales. Ces gens-là poussent aujourd'hui à la mobilisation pour tenter de revenir au pouvoir, comme l'ex-président Lula, cinq inculpations pour corruption, le mieux placé dans les sondages pour la présidentielle de 2018 et qui a prononcé le discours de clôture de la manifestation du 15 mars à Sao Paulo.

C'est à la population elle-même de s'organiser et de freiner les prétentions éventuelles des 500 Frères à contrôler le mouvement

Pour contrer l'offensive de la bourgeoisie, les travailleurs brésiliens devront se battre par et pour eux-mêmes, et non se fier à des hommes comme Lula, devenus de simples politiciens bourgeois.

## **Afrique de l'Est : profits pour les multinationales, famine pour la population**

Vingt millions de personnes risquent d'être frappées par la famine en Somalie, Soudan du Sud, Éthiopie, Ouganda, Djibouti, Kenya, et dans une moindre mesure en Tanzanie. La presse accuse la sécheresse qui dure depuis trois ans. En réalité, il y a aussi d'autres causes à ce drame humain, qui ne doivent rien à la fatalité ni au climat. Les famines sont récurrentes, alors que ces pays exportent du café, du coton et du bétail et que leurs terres pourraient nourrir toute la population à condition de revenir à la production vivrière.

Mais aux monocultures destinées à l'exportation, héritage de la colonisation, s'est rajouté, surtout depuis 2008, l'accaparement des terres agricoles lié à la spéculation sur les matières premières. La terre est devenue un placement, au même titre que l'or, avec notamment la perspective de la production d'agro carburants. La Somalie et l'Éthiopie ont été particulièrement touchées par ce phénomène, qui a conduit à la famine de 2011 au cours de laquelle 260 000 personnes ont perdu la vie.

De son côté, l'État éthiopien loue un million d'hectares de terres arables à des financiers et des millions d'autres hectares sont loués à des géants de l'industrie textile pour la production de coton destinée à l'exportation.

Pour cela, les habitants sont dépossédés de leurs terres par la police locale et repoussés. Ils n'ont plus qu'à se faire recruter comme ouvriers

populaire, et aux 500 Frères d'apporter une aide à la population mobilisée tout en se plaçant sous son contrôle.

agricoles, exploités pour le compte de ceux qui les ont ruinés, rejoindre les bidonvilles ou s'exiler.

Les conflits armés qui déchirent la région ajoutent encore du chaos à cette sous-alimentation chronique. Le Soudan du Sud est mis à feu et à sang par des bandes armées que les USA avaient soutenues et armées au moment de la sécession du pays. Des flots de réfugiés se sont enfuis vers l'Ouganda voisin et l'Éthiopie déjà en difficulté, et tout acheminement d'aide alimentaire vers les populations affamées relèverait de l'exploit.

La domination impérialiste est la principale calamité qui explique les famines et les millions de morts.

## **Éthiopie : de la misère à la mort**



Un immense éboulement s'est produit le samedi 11 mars dans une décharge d'ordures d'Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. 65 personnes au moins ont été tuées et des dizaines blessées.

La décharge de Koshe est une montagne d'ordures qui s'étend sur plus de 30 hectares. Comme dans bien des pays pauvres et dans bien des faubourgs des pays riches, des chiffonniers n'ont d'autre moyen de subsistance que de fouiller quotidiennement les déchets pour y trouver quelques objets pouvant être revendus. De plus, 300 personnes vivent sur cette décharge. Leurs baraques en bois, avec des toits en tôle ou en plastique, sont installées sur les flancs d'un sol instable. Une partie du terrain qu'ils fouillent quotidiennement et sur lequel ils dorment est composé de déchets toxiques. Leurs habitations de fortune ont été emportées lorsqu'un pan entier de la décharge s'est détaché.

Cette catastrophe est l'image même de la réalité qui se cache derrière les déclarations sur « *l'Afrique, continent du futur* » dont regorgent les magazines économiques, s'extasiant sur les taux de croissance de certains pays, dont l'Éthiopie. Dans des villes comme

## **Fukushima : la population trinque toujours**

Samedi 11 mars, des foules de Japonais ont commémoré la catastrophe de Fukushima survenue y a six ans. Un séisme de magnitude 9 avait déclenché un tsunami sur la côte nord-est du Japon, et une vague de 15 m de haut avait ravagé la côte sur 500 km, faisant plus de 18 000 morts et endommageant gravement la centrale nucléaire.

Trois réacteurs nucléaires étaient alors entrés en fusion et furent complètement détruits. Les matières contaminées ont pollué la région à des dizaines de kilomètres à la ronde, et un nuage radioactif a fait en quelques semaines le tour de la planète, comme

Addis-Abeba, des quartiers d'affaires et des hôtels de luxe se construisent. Une bourgeoisie s'enrichit à l'ombre des grands trusts internationaux qui profitent des salaires misérables, 50 euros par mois en moyenne, pour y installer leurs usines, notamment dans

lors de l'accident de Tchernobyl en Ukraine en 1986.

400 000 personnes furent déplacées temporairement, mais il y a un an il en restait encore 80 000. Aujourd'hui, il semble que les autorités poussent les réfugiés à revenir. Beaucoup n'en ont pourtant aucune envie. Les terres ont été théoriquement décontaminées, mais qui garantit qu'on peut y revenir en toute sécurité ? La compagnie Tepco, propriétaire et exploitant de la centrale, premier producteur mondial privé d'électricité, a montré au fil des années son irresponsabilité, économisant sur l'entretien et la sécurité des centrales, dissimulant les incidents et falsifiant les rapports pour assurer à ses

le textile. Mais ce qui fait la richesse de ces grands groupes et de la bourgeoisie locale fait le malheur de la majorité de la population, obligée de végéter dans une misère profonde, et parfois d'y mourir.

actionnaires un maximum de profits. Quant à l'État japonais, il a toujours été solidaire de Tepco, y compris quand la compagnie lui mentait effrontément.

Pour combattre ces réticences légitimes et inciter au retour dans les communes dont l'accès a été autorisé, l'État s'apprête à mettre fin aux aides au logement dont bénéficiaient les personnes évacuées. Les moins riches n'auront plus le choix et devront revenir habiter les zones contaminées en 2011 et qu'on leur dit sûres aujourd'hui. Les autorités comptent visiblement plus sur la pression financière que sur la confiance... que les habitants ont toutes les raisons de ne pas leur accorder.

## **Voter pour un programme de lutte**

Tous les candidats aujourd'hui sur le devant de la scène font des promesses électorales, qu'ils s'empresseront de trahir s'ils sont élus. Ils enfilent le costume du sauveur suprême pour endormir les électeurs. Le programme que Nathalie Arthaud met en avant n'a rien à voir avec ce cirque électoral.

Elle l'a rappelé lors de son passage au journal de TF1 le 14 mars : « *Tout ce que les travailleurs ont obtenu en termes d'avancées sociales, ils l'ont arraché par leurs grèves, par leur mobilisation. Ça n'a jamais été donné par en haut.* » C'est une des leçons principales du mouvement ouvrier et de son histoire. Pour gagner le droit

d'envoyer les enfants à l'école plutôt qu'à la mine, pour travailler moins de dix heures par jour, pour avoir des congés payés, pour avoir des augmentations de salaire, les travailleurs ont toujours dû se battre. Même pour faire respecter les lois existantes, il leur faut imposer un rapport de force au patronat.

Compter sur un politicien, quel qu'il soit, en espérant être défendu lorsqu'il sera au gouvernement, c'est accepter d'avance d'être trahi. Et c'est aussi se désarmer avant le combat. Tout le monde sait qu'après mai 2017 les coups vont pleuvoir : contre les emplois, contre les fonctionnaires, contre les retraites, contre les

chômeurs. Alors, il faut se préparer à lutter collectivement, à imposer les droits des travailleurs dans cette société.

Mais les combats se préparent d'abord dans la tête. Voter Nathalie Arthaud, ce sera affirmer que les intérêts des travailleurs doivent passer avant les profits des capitalistes, avant les dividendes des actionnaires. Ce sera se préparer à la riposte, en mettant en avant les revendications indispensables qu'il faudra arracher. Il faut porter ces idées haut et fort, pour les faire connaître par le maximum de travailleurs, en convaincre le plus possible, s'organiser pour l'avenir.

## **Voter Nathalie Arthaud c'est :**

- Affirmer que les travailleurs constituent une seule classe sociale, quelle que soit leur nationalité, leur origine ou la couleur de leur peau, et que leurs intérêts s'opposent à ceux de la bourgeoisie.

- Rejeter le racisme, le chauvinisme, toutes les idéologies qui oppriment les exploités les uns aux autres, plutôt qu'à leurs véritables ennemis. Liberté de circulation et d'installation pour les migrants !

- Refuser les guerres menées sous prétexte de lutte contre le terrorisme, alors qu'elles ne servent qu'à assurer le pillage par la bourgeoisie française des pays déjà pauvres de son ancien empire colonial.

- Dénoncer les dépenses exorbitantes d'armement. Les firmes capitalistes de ce secteur sont parmi les plus parasitaires. Elles devraient être expropriées.
- Réclamer l'expropriation des banques privées, dont les spécula-

tions conduisent périodiquement l'économie au bord du gouffre.

- Être conscient que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que tous ceux qui se posent en sauveurs les trahiront.

- Dire sa fierté d'appartenir au camp des travailleurs.
- Se préparer à riposter aux attaques du futur président, quel qu'il soit, et de son gouvernement.

## Nathalie Arthaud aux travailleurs d'Outre-mer



La situation des travailleurs de l'Outre-mer est la même qu'en France, mais en pire. Les problèmes les plus dramatiques des salariés, la menace de licenciement, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la détérioration des services publics ne sont pas des problèmes locaux. Leur solution ne l'est pas davantage. À la différence des principaux candidats de gauche, de droite ou d'extrême droite, je ne prétends pas défendre « les intérêts de la France et des Français ». Je défends les travailleurs et tous les exploités de France et d'Outre-mer.

La situation du monde du travail est encore plus difficile en Outre-mer qu'en métropole. Mais, en métropole comme en Outre-mer, il y a deux France : celle des exploités capitalistes, celle du grand patronat, d'une part ; celle des exploités, des travailleurs en activité ou privés d'emploi, des petits retraités, celle de tous les pauvres, d'autre part. Mon programme pour l'Outre-mer se fonde donc, comme en métropole, sur les besoins vitaux de la population laborieuse, salariés, chômeurs, retraités :

Un emploi et un salaire décent pour tous. Les besoins dans tous les domaines de la vie sociale sont loin d'être satisfaits.

Pas de salaire, pas de retraite, en dessous de 1800 € net. Quant aux allocations, aux minima sociaux, ils doivent être transformés en salaire.

Interdiction des licenciements qui alimentent le chômage et font peser sur ceux qui ont encore un travail, des cadences et des pressions insupportables

Partage du travail entre tous.

Il faut que les travailleurs exercent un contrôle sur les comptes des entreprises, un contrôle sur la formation des prix.

Il faut prendre l'argent nécessaire sur les immenses profits du grand patronat pour répondre aux problèmes particuliers des classes exploitées salariés mais aussi commerçants,

artisans, petits paysans – qui n'exploitent personne mais qui subissent la loi des banques et des grands groupes capitalistes.

C'est un programme de lutte. C'est un programme de classe, celui des travailleurs, des exploités, des retraités, des classes laborieuses. Voter pour ma candidature c'est faire entendre le camp des travailleurs, c'est avoir conscience qu'il faudra des luttes collectives du monde du travail pour imposer aux capitalistes, aux bourgeois, aux gros actionnaires, aux banquiers et aux hommes politiques à leur service les mesures utiles et indispensables.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

Suivez le blog de

Nathalie Arthaud :

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE**

**SAMEDI 8 AVRIL de 9H00 à 10H30** <http://www.nathaliearthaud.info>

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ**

**VENDREDI 14 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**

**DIMANCHE 16 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT**

**SAMEDI 22 AVRIL de 7H30 à 9H00**

**Pour nous contacter :**

**Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT**

**e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)**

Impression spéciale Lutte ouvrière

Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282





















